

nous devons nous rendre compte que nous sommes au centre géographique de ce développement.

Considérez le Royaume-Uni, Monsieur l'Orateur. J'oserai dire que certains de mes amis de droite, hésitant à tenir des pourparlers avec ce pays il y a quelques années, croyaient qu'il était à court d'argent. Mais voyez comme il reprend pied. Considérez ce qui se passe en Allemagne occidentale et en Europe. Songez aux événements qui se déroulent dans la grande république au sud de notre frontière, dont la population, durant la période de grande prospérité des 15 dernières années, a enregistré une augmentation qui dépasse le chiffre global de nos habitants. Pourquoi notre jeune pays devrait-il chanceler maintenant dans la voie du progrès? Nous n'avons pas lieu de garder un pessimisme à longue portée. Quand nous évoquons ces problèmes, ne laissons pas de petite voix criarde de l'arrière-plan crier au désastre. Le désastre se produit quand on n'envisage pas les réalités dans ses affaires personnelles ou les affaires publiques. En signalant ces points, nous ne jouons pas au prophète de malheur.

Personne, ici ne veut une crise en notre pays. Dieu sait que nous avons dû affronter ce problème par le passé. Nous voulons éviter le marasme. Nous ne voulons pas souffrir de crise au sein de l'abondance. Nous ne voulons pas de chômage à une époque de progrès mondial. C'est déjà bien assez d'en souffrir pendant une crise mondiale, comme ce fut le cas pour nous il y a quelques années. Oh! on aime à revenir sans cesse sur les années 30. Personne n'était plus responsable de cet état de choses que les députés siégeant à votre droite, monsieur l'Orateur. En quittant le pouvoir en 1930, vous avez laissé tous les éleveurs pleins de blé invendu et toutes les cours à bois qui n'avaient pas brûlé, pleines de sciages invendus.

Cette situation était alors le résultat d'un manque de prévoyance, monsieur l'Orateur, et elle nous revient encore à cause d'un manque de prévoyance. En 1925, nous avions le marché britannique. En 1921, nous avons vendu à la Grande-Bretagne 250 millions de livres de bacon et 77 millions de livres d'autre viande. Que lui vendons-nous maintenant? Nous importons actuellement du fromage de la Nouvelle-Zélande. Le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) dit: "Moi aussi?" Je dis: "Oui, oui".

Le ministre du Commerce (M. Howe) homme d'affaires avisé est trop occupé pour chercher à comprendre les problèmes agricoles, mais il faudrait lui témoigner plus d'en-

couragement. Il n'obtient du ministre de l'Agriculture d'autre réponse que ce "moi aussi". C'est parfait.

En réalité, la richesse, l'étendue et la variété de nos ressources inexploitées autorisent notre vive fierté nationale et appellent un vaste essor économique à long terme qui pourrait bien aller au delà de nos rêves les plus optimistes. Notre pays a été de l'avant et doit continuer à aller de l'avant. Il ira de l'avant malgré la faiblesse des programmes établis par le présent gouvernement. Nous devons cependant évoluer et nous adapter à l'ère de transitions que nous traversons.

Oui, monsieur l'Orateur, les conditions changent rapidement à mesure que les années passent. Lorsque je suis arrivé à la Chambre il y a quelques années, les deux cinquièmes environ des Canadiens s'occupaient d'agriculture. Il y en avait un cinquième dans l'industrie. Aujourd'hui, les deux cinquièmes environ dépendent de l'industrie tandis qu'environ 15 ou 16 p. 100 de nos gens s'occupent d'agriculture.

L'évolution agricole a progressé sur toute la ligne. Qui est-ce qui croit que nous pouvons placer dans l'agriculture les millions de gens dont le pays a besoin, ainsi que les garçons et les filles qui grandissent, de même que les millions de personnes qui veulent immigrer d'Europe et dont les frères et sœurs sont devenus d'excellents citoyens du Canada? Nous nous en tenons cependant encore à la ligne de conduite périmée d'après laquelle il faut être capable de travailler sur la ferme pour entrer au Canada. A cause de la politique du Gouvernement il n'y a pas autre chose à faire et, en raison des conditions qui évoluent, il n'y a guère à faire aujourd'hui sur les fermes.

Durant les années de prospérité découlant de la guerre et du programme de défense, alors qu'on avait tant besoin de nos ressources et de nos industries, ainsi que de toute notre énergie et qu'on faisait appel à toutes les fabriques, qu'on érigeait des constructions sommaires pour la fabrication des denrées, le Gouvernement s'attribuait en grande partie le mérite de l'essor économique, du plein emploi et de la prospérité qui en découlait. Il rédige maintenant un discours du trône qui n'en fait aucune mention. Les États-Unis d'Amérique ont versé à l'économie européenne quelque 14 milliards de dollars et, sous l'empire du plan Marshall, le Canada a prêté un milliard et quart de dollars aux pays d'Europe pour leur permettre d'acheter nos produits. Cela témoigne de l'esprit d'initiative, de l'entreprise et de la force fondamentale de notre vaste et riche jeune pays. L'année suivante nous avons vendu, je crois, pour cette raison, des produits agricoles et autres,